

Le changement du système politique en Irak et ses effets sur les rapports irako-iraniens

Kamal Bayramzadeh¹
Chercheur et enseignant

Résumé

L'objectif de cette étude est de montrer et d'analyser les conséquences du changement de système politique en Irak en 2003 sur les relations entre l'Irak et l'Iran, les deux pays les plus importants du Moyen-Orient. Pendant l'ancien régime, il y avait des tensions diplomatiques pour des raisons historiques et politiques entre ces deux pays. Mais depuis 2003, avec la chute de Saddam Hussein, nous avons assisté à une amélioration de la situation marquée par une présence très active de l'Iran en Irak dans les domaines politique, culturel et économique. L'instauration d'un gouvernement pro-iranien en 2006 a davantage augmenté le poids du régime iranien alors que les Etats-Unis, l'Union européenne et les pays de la région comme l'Arabie Saoudite s'inquiètent de la montée en puissance de l'Iran.

Abstract

The objective of this study is to show the consequences of changing the political system in Iraq in 2003 on relations between Iraq and Iran, two important countries in the Middle East. During the former regime, there were diplomatic tensions for historical reasons and political relations between both countries. But since 2003, with the fall of Saddam Hussein we have observed an improvement in the situation marked by a fully active presence of Iran in Iraq in the political, cultural and economic domains. The establishment of a pro-Iranian government in 2006 has further increased weight of the Iranian regime while the United States, the European Union and the countries of the region like Saudi Arabia are concerned about the growing power of Iran.

¹ Kamal Bayramzadeh est l'auteur de : « Les enjeux principaux des relations entre l'Iran et l'Europe de 1979 à 2003 » et enseigne les relations internationales à Paris.

L'invasion de l'Irak en 2003 par les Etats-Unis et leurs alliés a entraîné le renversement du régime de Saddam Hussein et l'instauration d'un nouveau système politique dans un pays qui a été pendant longtemps gouverné par un parti unique : le *Baas*. Avant la réalisation de leur projet en Irak, les Etats-Unis avaient placé l'Irak dans la liste de « l'axe du mal » avec deux autres pays : l'Iran et la Corée du Nord. Depuis l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, les Etats-Unis ont adopté une nouvelle stratégie (*double endiguement*) à l'égard du régime irakien consistant à l'affaiblir afin de le renverser à long terme.

Les relations entre l'Irak et l'Iran avant cet événement étaient marquées par des tensions permanentes pour des raisons historiques et politiques. Mais le renversement du régime de Saddam Hussein a augmenté l'influence de la République islamique de l'Iran sur la scène politique irakienne, car depuis 2003, il y a un gouvernement composé majoritairement de Chiïtes et de Kurdes lesquels entretiennent de bonnes relations avec le gouvernement iranien. Cette nouvelle donnée politique a contribué à l'amélioration des relations entre l'Irak et l'Iran sur les plans politique et économique. Mais la montée en puissance de l'Iran dans cette région pose un problème d'une part, pour des pays arabes comme l'Arabie Saoudite qui rivalise avec l'Iran au Moyen-Orient, et d'autre part, pour les Etats-Unis et l'Union européenne qui s'inquiètent de l'influence du régime iranien en Irak. C'est pourquoi pendant les dernières élections législatives en 2010, les pays arabes de la région ont activement soutenu M. *Allaoui* (un laïc) face à M. *Al-Maliki*.

Nous voulons savoir pourquoi la fin de l'ancien régime en Irak a favorisé le régime iranien en Irak. Quelles sont les causes de la rivalité en Irak entre l'Iran et les pays arabes comme l'Arabie Saoudite et la Jordanie? Dans quelle mesure et comment la montée en puissance de l'Iran à l'échelle régionale inquiète-t-elle les grandes puissances comme les Etats-Unis et l'Union européenne? Quelle est la stratégie de l'Iran en Irak? Pour répondre à ces questions, nous allons tout d'abord montrer les causes historiques de tension diplomatique et de conflit entre l'Irak et l'Iran sous l'ancien régime irakien. Ensuite, nous expliquerons les raisons du renversement de Saddam Hussein en 2003 par les Etats-Unis dans le cadre du projet de grand Moyen-Orient. Finalement, nous analyserons les conséquences du changement du régime politique en Irak sur les rapports irako-iraniens.

A) Les causes historiques des tensions entre l'Irak et l'Iran pendant l'ancien régime

Depuis l'invasion de l'Iran (l'ancienne Perse) par les Arabes au VII^e siècle et l'islamisation de l'Iran, les rapports entre les Iraniens et les Arabes dont les Irakiens ont été parfois influencés par les effets culturels de cet événement historique. En dépit de ce problème, les Iraniens ont

préservé leur spécificité linguistique et sur le plan religieux ont adopté une branche particulière de l'Islam (le chiisme) qui est devenu l'un des piliers culturels de la société iranienne. Au delà de ce problème historique, depuis des siècles le contentieux sur la souveraineté d'*Arvand-Roud* (Chatt al-Arab) a contribué à la tension diplomatique et parfois à la guerre entre ces deux pays. En 1971, le départ des Britanniques de la région a conforté la position régionale de l'Iran. Ce départ a contribué à la montée en puissance de l'Iran et a accru la rivalité entre les deux pays : « La décision des Anglais a encouragé le Chah d'Iran à assumer un rôle hégémonique dans le golfe Persique avec le feu vert des Américains »².

La tension entre le régime irakien et le Chah d'Iran a alors atteint son apogée : « En 1971, Bagdad a coupé ses relations politiques avec l'Iran et a mené une lutte diplomatique contre ce pays au sein des Nations-Unies. De plus, l'Irak a expulsé cent mille Iraniens résidant dans ce pays. Dans la région frontalière, les Irakiens ont fait exploser les oléoducs iraniens et ont attaqué et assassiné quelques soldats iraniens »³. Dans un contexte international bipolaire, la rivalité entre l'Union soviétique et les Etats-Unis au Moyen-Orient influençait les rapports irako-iraniens, car le régime iranien était pro-américain et le régime de Saddam Hussein était prosoviétique : « Il est évident qu'à l'été 1973 la compétition entre l'Iran et l'Irak dans le golfe Persique a été le reflet des confrontations indirectes entre les Etats-Unis et l'Union soviétique dans cette région »⁴.

Le Chah d'Iran et Saddam Hussein utilisaient différents moyens de pression pour affaiblir leur adversaire. Par exemple, l'Iran soutenait activement les Kurdes irakiens sous l'égide de mollah Moustafa Barzani, et : « Le Chah s'engagea dans une politique de soutien implicite aux forces anti-unionistes arabes en Irak : le mouvement kurde, le clergé chiite et, paradoxalement le Parti communiste »⁵. En ce qui concerne l'Irak, Saddam Hussein facilitait d'une part, l'installation des opposants iraniens en Irak notamment quelques stations de radio comme « *Mihan parastan* » qui diffusait des programmes politiques hostiles au régime iranien et d'autre part : « Le gouvernement irakien soutenait les mouvements séparatistes des Kurdes, des Arabes et des Baloutches en Iran »⁶. Au Moyen-Orient, en raison de l'absence d'une structure démocratique de pouvoir, les régimes politiques soutiennent les opposants de leur adversaire et cette situation perdure dans cette région.

² Tephén Pelletier, *The Irak-Iran War*, New York, Prager, 1992, p. 1.

³ Abdol-Reza Mahdavi, *Siasate kharagie Iran dar dorane Pahlavi*, (Politique étrangère de l'Iran pendant la dynastie pahlavi), Edition *Paykan presse*, Iran, 2005, pp.432-434.

⁴ Ibid, p. 434.

⁵ Pierre-Jean Luizard, *La question irakienne*, Fayard, 2004, p. 239.

⁶ Asghar Jafari Valdani, *Barrasie tarikie ektelafate marz'ie Iran va Arag*, (Étude historique des différends frontaliers entre l'Iran et l'Irak), Téhéran, 1997, pp. 400-411.

Dans un contexte politique marqué par le renforcement du rôle régional de l'Iran, les négociations entre celui-ci et l'Irak au sujet d'*Arvand-Roud* ou Chatt Al-Arab se sont poursuivies. Le régime iranien n'acceptait pas le traité de 1937 et affirmait sa souveraineté sur la moitié du fleuve : « Un représentant du secrétariat des Nations Unies, constata que les commissions de 1914 et 1937 n'ont jamais achevé leurs travaux. Le 19 avril 1969, le gouvernement de Téhéran abroge unilatéralement le traité de 1937 et exige la conclusion d'un nouveau traité qui répondrait à ses revendications territoriales. Ce sera l'accord d'Alger du 6 mars 1975, confirmé par le traité de Bagdad du 13 juin 1975 »⁷.

Selon le traité d'Alger, les deux pays ont accepté le partage de la souveraineté du fleuve. Par ailleurs, ils se sont mutuellement engagés à ne plus soutenir leurs opposants respectifs : « L'accord d'Alger, signé le 6 mars 1975, calma le jeu temporairement. Arrangé par le roi Hussein de Jordanie, il prévoyait que l'Irak ferait des concessions majeures à l'Iran, en partageant avec Téhéran la souveraineté sur le *Chatt al-Arab*. En échange, les Iraniens arrêteraient leur soutien aux Kurdes d'Irak »⁸. Ce traité a contribué à la pacification provisoire des relations entre l'Irak et l'Iran. Mais Saddam Hussein l'avait accepté dans un contexte régional marqué par un rapport de force favorable à l'Iran. Il considérait cet accord comme une humiliation et attendait une occasion propice pour se venger : « Le ministre irakien de la défense déclarait que son pays avait signé l'accord d'Alger en position de faiblesse. Selon lui « Nous n'aurions pas dû accepter si nous avions eu le choix »⁹. Le déclenchement de la guerre entre l'Irak et l'Iran en 1980 a montré que la paix entre ces deux pays n'était pas durable.

La Révolution iranienne de 1979 a eu des effets importants sur les relations irako-iraniennes. En effet depuis l'instauration de la République islamique, l'Iran a mis en œuvre une nouvelle politique étrangère. L'un des objectifs de cette politique fut l'exportation de la révolution dans les pays musulmans, et dans cette perspective l'Irak présentait un intérêt important en raison de la présence d'une grande communauté chiïte (60% de la population). C'est pourquoi : « Saddam Hussein déclenche à partir de 1979 une répression intense contre les élites chiïtes susceptibles de soutenir la révolution iranienne (assassinat entre autres de l'ayatollah Muhammad Bâqir al-Sadr), et des centaines de milliers de chiïtes sont expulsés vers l'Iran sous prétexte qu'ils seraient iraniens »¹⁰.

⁷ Charles Zorgbibe, *Histoire des relations internationales*, Paris, Pluriel, 1995, p. 327.

⁸ Pierre-Jean Luizard, *op.cit.*, p. 240.

⁹ Chapour Haghighat, *Iran et la révolution islamique*, Bruxelles, Complexe, 1989, p. 168.

¹⁰ Olivier Roy, « L'impact de la révolution iranienne au Moyen-Orient », In, *Les mondes chiïtes et l'Iran*, sous la direction de Sabrina Mervin, Karthala, 2007, p.31.

La période transitoire postrévolutionnaire en Iran a été marquée d'une part, par l'épuration et l'affaiblissement de l'armée iranienne et d'autre part, par la lutte entre les différentes factions du pouvoir politique ; ce qui a contribué à l'affaiblissement provisoire de la position régionale de l'Iran. Dans cette nouvelle situation, Saddam Hussein voulait jouer le rôle de puissance régionale après la chute du Chah d'Iran qui avait été le « gendarme de la région ». Il faut aussi ajouter l'occupation de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran par des étudiants iraniens, laquelle a entraîné une importante crise entre l'Iran et les Etats-Unis. Saddam Hussein a alors unilatéralement aboli le traité d'Alger et ensuite a attaqué le sud de l'Iran en 1980 avec le feu vert de l'Amérique. Ainsi une guerre sanglante de huit ans a commencé entre ces deux Etats : « Autre paradoxe : prétextant des violations de frontières (réelles mais mineures) et d'incontestables provocations (attentats, sabotages, attaques radiophoniques), c'est Saddam Hussein qui prend initiative de dénoncer les Accords d'Alger le 17 septembre 1980 et de déclencher une offensive d'envergure contre le territoire iranien, au risque d'être considéré comme l'agresseur »¹¹.

Après cette guerre et durant la période 1988 -2003, les relations entre les deux pays n'ont pas été très bonnes : l'Iran et l'Irak étaient dans une situation de « ni guerre ni paix ». En 1990, lorsque l'Irak a envahi le Koweït, Saddam Hussein a renoncé à une partie de ses revendications envers l'Iran afin de mobiliser les forces irakiennes pour la guerre contre les Américains et leurs alliés. Dans cette guerre, la posture de l'Iran fut la neutralité ; l'affaiblissement de l'Irak sous les effets de la guerre a contribué à la montée en puissance de l'Iran : « La position de l'Iran en 1990, sous la présidence de Rafsandjani, lui a été avantageuse sans pour autant provoquer d'hostilité. Après la défaite de l'Irak devant les forces alliées, l'ancien équilibre régional a changé et l'Iran, grâce à sa position à l'égard de la guerre et à la nouvelle conjoncture internationale marquée par l'effondrement de l'Union soviétique, a pu devenir une puissance importante de la région »¹².

Durant ces années, les négociations entre l'Iran et l'Irak ont continué mais elles n'ont pas abouti à la paix positive entre ces deux pays importants du Moyen-Orient. Par ailleurs, l'Iran a continué à soutenir les opposants irakiens (les Chiïtes et les Kurdes) et l'Irak a soutenu une partie de l'opposition iranienne. A la veille de l'invasion de l'Irak en 2003, le régime iranien était dans une position ambivalente. D'une part, il se réjouissait de voir la disparition d'un ennemi régional et d'autre part, il s'inquiétait de la présence de l'armée américaine à ses frontières.

¹¹ Paul Balta, *Iran, Irak : Une Guerre de 5000 ans*, Editions anthropos, Paris, 1987, p. 4.

¹² Kamal Bayramzadeh, « La politique étrangère de l'Iran dans le nouveau contexte régional », *Les Cahiers de l'Orient*, n°86, Juin 2007, p. 149.

B) Les causes de l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis et leur alliés

Après la fin de la guerre entre l'Irak et l'Iran en 1988, l'Irak a été sous la pression du Koweït qui réclamait le remboursement des sommes qu'il avait prêtées au gouvernement irakien pendant la guerre. L'Irak a refusé la demande du Koweït en avançant l'idée selon laquelle en se battant contre le régime iranien, l'Irak avait défendu tous les pays arabes. En raison de ces dettes et aussi à cause des revendications historiques de l'Irak, l'armée irakienne a envahi le Koweït en 1990 : « Près de deux ans après le conflit qui a opposé l'Irak et l'Iran, l'Irak se trouve affaibli par les dettes qu'il a contractées envers les pays du golfe Persique et décide d'envahir le Koweït, état voisin, riche en pétrole et avec lequel il entretient une mauvaise relation depuis de longues années »¹³.

Depuis cette invasion, les rapports entre l'Irak et les Etats-Unis sont entrés dans une crise qui s'est progressivement accentuée. La communauté internationale sous l'égide de l'ONU a réagi et a condamné l'attitude du gouvernement irakien en lui demandant de se retirer du Koweït : « Dès lors, le Conseil de l'ONU condamne le geste ; un embargo commercial et militaire est décrété contre l'Etat irakien. Par la suite, devant le refus de l'armée irakienne de se retirer du territoire koweïtien, l'ONU autorise l'intervention d'une coalition sur le territoire. Ainsi, le 17 janvier 1991, l'opération Tempête du désert est lancée par la coalition menée par les Etats-Unis, incluant la France, la Grande-Bretagne et plusieurs pays. Une fois la guerre terminée, l'Irak est soumis à un embargo international »¹⁴.

Depuis 1992, Les Etats-Unis ont mis en œuvre une nouvelle politique à l'égard de l'Irak et de l'Iran dans le cadre de la politique de « Double endiguement » afin de les affaiblir. Une pression graduelle s'exerça sur le régime irakien pour qu'il accepte la volonté des Etats-Unis. Malgré les efforts de ceux-ci, l'Irak a résisté à la politique d'embargo et a continué à restructurer son armée et son système industriel. Par ailleurs, les Etats-Unis accusaient l'Irak de posséder des armes de destruction massive. Les inspecteurs de l'AIEA cherchaient activement des traces d'armes nucléaires en Irak, même si celui-ci empêchait parfois le travail de l'AIEA : « Après une période de relations plus faciles au printemps 1998, le climat se durcit à nouveau. Au début du mois d'août, le Conseil du commandement de la révolution et la direction du parti Baas

¹³ Sami Aoun, « La géopolitique des conflits au Moyen-Orient », *in*, *Introduction aux relations internationales*, Sous la direction de Stéphane Paquin et Dany Deschênes, Edition Chenelière, Canada, 2009, pp. 345-346.

¹⁴ Ibid, p. 346.

décidèrent d'arrêter toute coopération avec l'UNSCOM et l'AIEA en attendant que le Conseil de sécurité lève les sanctions »¹⁵.

L'attentat du 11 septembre 2001 a ouvert une nouvelle page dans les rapports irako-américains. Les Etats-Unis ont placé l'Irak dans la liste des pays de « l'axe du mal » avec l'Iran et la Corée du Nord. A partir de cette date, les Etats-Unis ont d'abord décidé avec l'aval des Nations-Unies de renverser les talibans en Afghanistan et ensuite ils ont accentué la pression sur le gouvernement irakien en l'accusant de soutenir les mouvements terroristes et de posséder l'arme atomique : « Le sous-secrétaire américain à la Défense Paul Wolfowitz, dans une interview a déclaré que le choix du thème des armes de destruction massive pour justifier la guerre contre l'Irak avait été opéré pour des raisons « bureaucratiques ». Autrement dit, il y avait beaucoup d'autres motifs, mais celui-ci était le seul susceptible d'assurer un large soutien de l'opinion américaine »¹⁶.

En dépit de l'absence de certitude sur la véracité de ces accusations, et de l'opposition d'une partie de la communauté internationale, notamment la France et l'Allemagne, les Etats-Unis ont envahi l'Irak en 2003 avec l'aide de leur allié historique la Grande-Bretagne en invoquant le concept de la guerre préventive, lequel est une émanation d'un réalisme offensif cherchant une quête permanente de la puissance. L'unilatéralisme des Etats-Unis s'est heurté à la résistance de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Chine qui étaient favorables à une approche multilatérale des relations internationales : « Les Etats-Unis ont toujours eu une relation ambivalente au multilatéralisme. La « palme », de l'unilatéralisme revient sans conteste à la double présidence de George W. Bush avec l'élaboration après le 11 septembre 2001 d'une doctrine substitutive au multilatéralisme mise en application avec la guerre en Irak (guerre préventive) »¹⁷.

La stratégie des Etats-Unis dans cette guerre a été liée à un projet élaboré par les néoconservateurs qui consistait à créer un « Grand Moyen-Orient » en éliminant les dictateurs régionaux qui auparavant étaient aidés par l'Amérique. Dans cette perspective ils ont envahi l'Irak et ont mis fin à un régime dictatorial qui avait été pendant plusieurs années soutenu par l'Amérique. Ainsi, le renversement de Saddam Hussein en 2003 a éliminé un ennemi régional de l'Iran qui a été l'un des gagnants de cette guerre alors que l'hostilité entre les Etats-Unis et l'Iran a toujours continué. En ce qui concerne le projet d'un grand Moyen-Orient, il s'est soldé par un échec et les Etats-Unis n'ont pas pu le réaliser dans d'autres pays de cette région.

¹⁵ Hans Blix, *Irak, Les armes introuvables*, Fayard, 2004, p. 65.

¹⁶ Ibid, p. 432.

¹⁷ Franck Petiteville, *Le multilatéralisme*, Lextenso éditions, 2009, pp. 51-52.

C) Les conséquences du changement du régime en Irak sur les relations irako-iraniennes

A partir de la chute de Saddam Hussein et jusqu'en 2006, l'Irak a été administré par un gouvernement provisoire sous le protectorat des Etats-Unis. Cette période transitoire fut marquée par l'augmentation des tensions religieuses, le terrorisme islamiste et la résistance des membres de l'ancien régime. Si les Etats-Unis avaient bien préparé l'attaque contre l'Irak, ils n'avaient cependant pas conçu une stratégie adéquate pour l'organisation de la période post-Saddam Hussein. En effet : « La coalition victorieuse semble avoir négligé la préparation de l'après-guerre. Initialement dépassée par les conséquences de l'effondrement brutal de l'Etat, elle est fondamentalement partagée entre un désir de désengagement rapide et la démocratisation de l'Irak, et, au-delà, du Moyen-Orient. Cette contradiction, qui apparaît clairement dans les premiers mois de l'occupation de l'Irak, sera lourde de conséquences pour l'avenir »¹⁸.

Dans ce nouveau contexte régional, l'Irak est devenu objet de la rivalité entre des puissances extérieures. La chute de Saddam Hussein a été conçue par une partie des Irakiens (les Chiïtes et les Kurdes) comme une libération et pour une autre partie (les Arabes sunnites) comme une occupation. Cette situation a eu des conséquences importantes sur la situation politique de l'Irak et de son étranger proche : Iran, Syrie, Turquie, Jordanie et Arabie Saoudite : « L'effondrement de l'Irak baassiste a en effet introduit trois éléments nouveaux en fonction desquels les pays de la région ont dû réorienter leur stratégie : l'émergence d'un Irak dominé par les Chiïtes, la consolidation de l'autonomie kurde et la présence américaine au cœur du Moyen-Orient »¹⁹.

L'intervention des Etats-Unis en Irak a contribué à l'émergence d'une nouvelle configuration régionale marquée par le rapprochement de l'Iran, de la Turquie et de la Syrie, qui ont augmenté leur poids régional même si les grandes puissances comme les Etats-Unis et la France ont essayé de séparer la Syrie de l'Iran. Mais cette politique n'a pas abouti au résultat prévu : « L'évolution de la situation en Irak se révèle globalement favorable aux intérêts de Téhéran, même si des difficultés apparaissent. L'encombrante présence américaine a favorisé des convergences d'intérêts régionaux entre l'Iran, la Syrie et la Turquie »²⁰.

D'un point de vue démographique, l'ancien régime représentait la minorité sunnite de la population (20%), tandis que les Chiïtes et les

¹⁸ Fanny Lafourcade, *Le chaos irakien*, La découverte, 2007, p. 38.

¹⁹ Ibid, p. 73.

²⁰ François Géré, *Iran, l'état de crise*, Karthala, 2010, pp 169-170.

Kurdes étaient exclus du pouvoir. Le mépris et l'absence de reconnaissance à leur égard les avaient poussés, d'une part à la radicalisation, et d'autre part à une politique d'alliance avec l'Irak qui avait activement soutenu les formations chiïtes et kurdes dans leur lutte contre Saddam Hussein. Le régime iranien a donc gagné au changement du régime. Dans la période transitoire de 2003 à 2006, l'Irak est devenu la scène d'attentats terroristes et des tensions interconfessionnelles. Les auteurs de ces actes voulaient déstabiliser le nouveau régime irakien et faire pression sur les Etats-Unis afin qu'ils quittent l'Irak. Cette stratégie n'a pas empêché le déroulement des élections législatives en 2006 afin de former un gouvernement irakien.

En raison de la structure multiculturelle et multiethnique de l'Irak, une partie des forces politiques en Irak était favorable à la formation d'un Etat fédéral mais cette option s'est heurtée à l'opposition des pays arabes et de pays comme l'Iran, la Syrie et la Turquie qui s'inquiétaient des effets du fédéralisme. C'est pourquoi, le choix a été fait d'un Etat unitaire. Rappelons que les Kurdes vivent principalement dans quatre pays ; l'Iran, la Syrie, la Turquie et l'Irak. Mais ils sont systématiquement discriminés par les Etats concernés : il y a des mouvements kurdes dans ces pays qui luttent pour l'autonomie ou pour la formation d'un Etat kurde dans le long terme. L'accès des Kurdes irakiens à une grande autonomie après la chute de Saddam a renforcé les mouvements kurdes en Iran, en Turquie et en Syrie. C'est pourquoi il y a une convergence politique entre ces trois pays en ce qui concerne la question kurde.

A partir de 2006, la vie politique en Irak est entrée dans une nouvelle phase marquée par l'instauration d'un gouvernement dominé par les Chiïtes et les Kurdes. Le président de l'Irak est un Kurde (Talabani) qui est pro-iranien et a de bonnes relations avec les Etats-Unis et le premier ministre est un Chiïte, M.Al-Maliki, qui est pro-iranien. Ces deux personnalités irakiennes étaient aidées par le régime iranien lorsque Saddam Hussein était au pouvoir. En plus, le régime iranien soutient un leader religieux, Moqtada Sadr fondateur de l'armée du *Mahdi* qui s'oppose à la présence des Etats-Unis en Irak.

De ce fait, l'instauration de ce gouvernement en Irak a favorisé le régime iranien qui a une présence très active dans la vie politique, culturelle et économique irakienne : « Aucun pays même arabe, ne bénéficie en Irak d'une influence comparable à celle de l'Iran. Après les Etats-Unis, le grand voisin de l'Irak est celui qui, par sa culture, pèse le plus sur les rives du *Tigre* et de l'*Euphrate*. Cette influence est d'abord un héritage de l'histoire, et en particulier des liens religieux qui unissent la majorité de l'Irak à l'Etat iranien, dont l'identité est avant tout chiïte »²¹. La montée en puissance des Chiïtes en Irak a inquiété les pays arabes

²¹ Pierre-Jean Luizard, *La question irakienne*, op.cit, p. 235.

comme l'Arabie Saoudite, la Jordanie et l'Égypte qui constatent l'augmentation de l'influence régionale de l'Iran chiite. A celle-ci s'ajoute le renforcement de la position politique du Hezbollah, allié de l'Iran au Liban notamment depuis 2006 : « La perception d'un réveil chiite depuis 2003 est partagée par les Etats arabes sunnites, mais aussi par l'Europe et les Etats-Unis »²².

Un autre problème qui cause l'inquiétude des pays voisins de l'Iran est le projet nucléaire iranien. Le régime iranien soutient que ce projet est pacifique, tandis que l'Union européenne, les Etats-Unis et les pays arabes évoquent sa vocation militaire. Les pays arabes de la région demandent aux grandes puissances d'empêcher ce projet. Dans cette perspective, malgré la continuité des négociations entre l'Iran et la communauté internationale, le Conseil de sécurité de l'ONU en juin 2010 a adopté de nouvelles mesures de sanctions contre l'Iran. La résolution 1929 vise les Gardiens de la Révolution, bras armé et idéologique de la République islamique, et les secteurs nucléaire et militaire. A cette résolution se sont ajoutées des sanctions de l'Union européenne en Juillet 2010. Mais l'Iran n'accepte pas les conditions proposées par les grandes puissances et insiste sur la légitimité de son projet et dans ce sens il a demandé la médiation de deux membres non-permanents de Conseil de sécurité de l'ONU.

Dans cette affaire l'Iran a réussi à avoir la Turquie et le Brésil à ses côtés alors que la Chine et la Russie ont voté contre lui. En effet avant cette nouvelle résolution, la Turquie et le Brésil ont joué un rôle de médiateur en proposant une solution politique au problème nucléaire iranien : « La Turquie et le Brésil avaient décidé le 3 mai dernier à New York de se saisir du dossier iranien pour tenter de lui trouver une solution diplomatique. Pour le président brésilien Lula et pour le premier ministre turc Erdogan, les Occidentaux ont commis des erreurs psychologiques dans leurs négociations avec l'Iran »²³. Mais les grandes puissances comme les Etats-Unis n'ont pas apprécié l'intervention de ces deux pays en faveur de l'Iran. Cette situation illustre le fait qu'un pays émergent comme le Brésil veut jouer un rôle plus important dans le nouveau contexte international. Quant à la Turquie, elle veut aussi désormais jouer un rôle important à l'échelon régional. L'envoi de l'aide humanitaire à Gaza et la tension avec Israël ont montré qu'elle a des ambitions de puissance régionale au Moyen-Orient.

La politique étrangère de l'Iran à l'égard de l'Irak peut être expliquée par ses priorités. Depuis 2006, les grandes caractéristiques de la politique irakienne de l'Iran sont les suivantes : « La stratégie de l'Iran en Irak actuel consiste à soutenir le gouvernement de M.Al-Maliki, à fonder une alliance régionale avec l'Irak, la Syrie et le Hezbollah, à mettre en

²² Valie Nasr, "When the Shiites Rise", *Foreign Affairs*, vol. 85, n°4, juillet-août 2006.

²³ Renaud Girard, « l'Iran à l'heure du choix sur le nucléaire », *Le Figaro*, 21.05.2010, p. 19.

place une coopération sécuritaire avec le régime irakien, à obliger les Etats-Unis de quitter l'Irak et à mettre fin à la présence des Moudjahidin du peuple en Irak »²⁴. La présence des Etats-Unis près des frontières iraniennes constitue une menace pour la sécurité iranienne. C'est pourquoi l'Iran a lutté contre cette situation en soutenant les différents groupes irakiens qui s'opposaient à la présence de l'Amérique en Irak. Les forces américaines ont subi des pertes importantes sur les plans humain et matériel. Ainsi l'opposition dans l'opinion publique américaine à la présence de l'armée des Etats-Unis en Irak s'est accrue. Les Etats-Unis ont réduit les effectifs de leurs forces en Irak et ont confié à l'armée irakienne la responsabilité de plusieurs régions.

Selon le plan prévu, à partir de 2011, l'armée irakienne doit entièrement assumer la sécurité du pays. Mais le retrait des forces américaines inquiète une partie de l'opinion publique irakienne et régionale car ce retrait est synonyme du renforcement de la position de l'Iran. Il faut préciser que celui-ci s'est radicalement opposé en 2008 à l'accord sécuritaire entre l'Irak et les Etats-Unis : « L'Iran est le premier pays qui a montré son opposition envers l'accord sécuritaire alors que les autres pays ne se sont pas encore prononcés sur ce sujet. Selon l'Iran, cet accord légitime la présence des forces et des bases américaines en Irak. Ce qui constitue une menace pour la sécurité nationale iranienne »²⁵.

Une autre dimension de la coopération sécuritaire entre l'Irak et l'Iran concerne la présence de l'organisation des Moudjahidin du peuple en Irak. En 1986 MKO a fondé une armée sur le sol irakien pour but de renverser le régime iranien. Mais depuis l'invasion de l'Irak en 2003, cette organisation est en difficulté. Au début, le camp d'Ashraf a été bombardé et plusieurs dizaines de ses membres ont été tués. Quelques semaines après l'invasion de l'Irak, il y a eu un cessez-le feu entre le représentant de cette organisation en Irak et l'armée américaine. A la suite de cet accord, l'armée des Moudjahidin du peuple a été désarmée et ses membres sont placés sous protection dans le cadre de la convention de Genève. Mais depuis 2009, les Etats-Unis ont confié la sécurité de camp d'Ashraf aux forces irakiennes.

L'Etat iranien exige l'expulsion de l'Irak des Moudjahidin du peuple et depuis 2009, le gouvernement d'AL-Maliki veut mettre fin à la présence de cette organisation en Irak. En juillet 2009, l'armée irakienne est entrée dans le camp d'Ashraf afin de le contrôler. Mais cette opération s'est heurtée à la résistance des membres du MKO : « Il semble difficile d'expulser ces militants vers l'Iran où ils s'exposeraient à un sort peu enviable. Les militants du MKO avaient déjà été désarmés

²⁴ K.Bayramzadeh, La politique étrangère de l'Iran dans le nouveau contexte régional, op.cit, p. 150.

²⁵ Hassan Hachemian, *Tavafoghe amniatie, grohaye araghi va siyasate Iran (Accord sécuritaire, les groupes irakiens et la politique de l'Iran)*, Al-Arabiya, 23 octobre 2008.

par l'armée américaine ; le gouvernement irakien passe à une étape supérieure quand l'armée irakienne lance une offensive le 28 juillet 2009 et déclare vouloir recouvrer la souveraineté sur cette enclave ; les opérations violentes rencontrent une forte résistance »²⁶. A la suite de cette opération, neuf membres des *Moudjabidin du peuple* ont été tués et cinquante personnes ont été arrêtées.

Nous avons évoqué dans les pages précédentes les multiples dimensions de l'influence de l'Iran en Irak. Selon plusieurs études, Téhéran a renforcé sa position sur le marché irakien dans plusieurs secteurs : « L'Irak est devenu en 2008, le principal client de l'Iran hors pétrole : voitures, camions, bus, électroménager, produits pharmaceutiques, etc., tandis que le pèlerinage vers Nadjaf et Karbala attire un nombre croissant d'Iraniens »²⁷. Un responsable iranien montre comment l'Iran a augmenté ses exportations non-pétrolières en Irak dans les différents domaines. Selon le secrétaire au développement économique entre l'Iran et l'Irak, un tiers des exportations non-pétrolières de l'Iran va vers l'Irak : « Nous exportons neuf mille tonnes de ciment par jour vers l'Irak. Par ailleurs l'Iran exporte pour un milliard dollars d'énergie vers l'Irak. Les exportations non-pétrolières de l'Iran ont été de 7.5 milliards de dollars en 2010. La Turquie est la rivale régionale de l'Iran sur la scène économique de l'Irak »²⁸. Il est aussi important de souligner la réciprocité de cette évolution dans quelques secteurs comme le tourisme ; les pèlerins chiïtes iraniens jouent un rôle considérable dans la croissance économique des villes comme Karbala, Najaf etc. : « Les touristes et surtout les Iraniens contribuent beaucoup à notre économie, a déclaré M. Saleh, le propriétaire d'une épicerie. Sous Saddam, il était très difficile pour les pèlerins de venir en Irak. Maintenant, le pays est ouvert à tous »²⁹. Le développement des relations économiques entre ces deux pays est sans précédent et ceci montre à quel point le changement de régime politique en Irak a été bénéfique pour le régime iranien. Mais la situation actuelle ne doit pas masquer les rivalités qui peuvent surgir dans l'avenir : « La création d'une République d'Irak à majorité chiïte a posé un défi inédit à l'Iran installé depuis cinq siècles dans son statut de seule puissance étatique chiïte. Ce nouveau rapport de force politico-historique est doublé d'un conflit religieux à propos de la *marjaiya (marja)* pour tous les Chiïtes du monde. La

²⁶ Michel Makinsky, « L'Iran et son environnement régional après les présidentielles de juin 2009 », *Maghreb-Machrek*, n°201, 2009, p. 41.

²⁷ Bernard Hourcad, *Géopolitique de l'Iran*, Armand Colin, 2010, p.184.

²⁸ Hassan Danaiefar, *Afzæche saderate ghairè nafti iran be Irak* (l'augmentation de l'exportation non-pétrolière de l'Iran à l'Irak), *Gooya news*, 26.05.10.

²⁹ Adam Schrech, "Trade with Iran brings Iraq money it sorely needs", *International Herald Tribune*, 18.06.2010.

compétition entre Iran et Irak concerne aussi les écoles religieuses et les pèlerinages »³⁰.

Les dernières élections législatives en Irak en 2010 ont montré un nouveau rapport de forces dans la vie politique irakienne. L'Iran a soutenu *Al-Maliki* contre *Allaoui* candidat de la liste *Al-Iraqia* soutenue par une partie des chiïtes, les sunnites irakiens et les pays arabes. Dans ces élections, la liste d'*Allaoui* a obtenu 91 sièges alors qu'*Al-Maliki* en a eu 89. Mais le nouveau gouvernement n'est pas encore formé et il est difficile de prévoir la suite dans la mesure où le résultat est très serré et où chaque camp insiste sur sa légitimité. Quelle que soit l'équipe gouvernementale, l'Iran va garder une place importante dans la scène politique irakienne. Mais l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement présidé par *Allaoui* peut contribuer à l'ouverture vers des pays comme la Jordanie et l'Arabie Saoudite qui n'apprécient pas la présence active de l'Iran en Irak.

Conclusion

Dans les relations irako-iraniennes, l'arrivée au pouvoir de deux personnalités a joué un rôle important : Saddam Hussein et Khomeiny. Depuis 1932 l'Irak qui a été d'abord dominé par l'Empire ottoman pendant plusieurs siècles, puis par l'Angleterre, acquiert une indépendance formelle. Cependant il est resté sous la tutelle britannique jusqu'à la révolution de 1958 qui a mis fin à la monarchie. A partir de 1968, Saddam Hussein est devenu le numéro 2 du gouvernement irakien sous la présidence de Hassan al-Bakr et en 1979 il est devenu le Président de la République en instaurant un gouvernement dictatorial qui a duré jusqu'à 2003. L'ambition hégémonique du président irakien a déclenché à plusieurs reprises la guerre et des tensions diplomatiques avec ses voisins comme l'Iran, le Koweït et l'Arabie Saoudite.

Cette étude a montré que les contentieux historiques notamment la souveraineté sur le fleuve *Aravan Roud* ou *Chatt al-Arab* ont contribué à la guerre entre l'Iran et l'Irak dans le passé, et la résolution de ce problème est l'une des conditions d'une paix durable entre ces deux pays quels que soient les régimes politiques concernés. La victoire de la Révolution iranienne et l'arrivée au pouvoir de Khomeiny en 1979 n'a pas amélioré les rapports irano-irakiens car le déclenchement de la guerre commencée par l'Irak en 1980 et la volonté d'exportation de la révolution ont détérioré les relations entre ces deux Etats. C'est pourquoi après la fin de guerre en 1988 jusqu'à 2003 on n'a pas constaté d'évolution considérable dans leurs relations. Mais le véritable changement vient en 2003 avec le renversement de Saddam Hussein par les Etats-Unis qui ont instauré un gouvernement provisoire pendant trois

³⁰ Bernard Hourcad, op.cit, p. 220.

ans. Dans ce nouveau contexte l'Iran est devenu l'un des meilleurs partenaires politique et économique de l'Irak en raison de l'arrivée au pouvoir des politiques pro-iraniens qui avaient été aidés par le régime iranien lorsque Saddam Hussein était au pouvoir. L'un des objectifs des Etats-Unis a été d'encercler l'Iran en s'installant près de ses frontières, mais en réalité c'est l'inverse qui s'est produit dans la mesure où avec le renversement de Saddam Hussein, le régime iranien a renforcé sa position régionale en faisant alliance avec la Syrie, le gouvernement de l'Irak, le Hezbollah et le Hamas. De ce fait, nous pouvons dire que les Etats-Unis sont sur la défensive en Irak et en 2011 l'armée américaine doit effectuer le retrait prévu en gardant des forces nécessaires afin de garantir l'intérêt des Etats-Unis en Irak.

Mais ce nouveau rapport de force régional en faveur de l'Iran inquiète les puissances mondiales et les pays arabes de la région qui veulent limiter le pouvoir de l'Iran. Ils soutiennent donc les partis politiques laïques irakiens sous l'égide d'Allaoui, qui s'oppose à l'influence de l'Iran en Irak, et adoptent des sanctions contre l'Iran à l'ONU afin de l'obliger à renoncer à ses ambitions nucléaires. En dépit de cette situation, les réalités socio-économique, culturelle et politique de la société irakienne jouent un rôle crucial en faveur de l'Iran. Ainsi la démocratie importée par les Etats-Unis en Irak a favorisé l'influence du régime iranien. La situation actuelle en Irak ne peut faire oublier les futures évolutions et les rivalités probables entre l'Iran et l'Irak. Nous pensons que la démocratisation des systèmes politiques en Irak et en Iran peut contribuer à une paix juste et durable entre ces deux nations qui peuvent devenir dans l'avenir le moteur d'une coopération régionale afin d'instaurer la paix et la stabilité régionale.

Bibliographie

- Aoun Sami, « La géopolitique des conflits au Moyen-Orient », In *Introduction aux relations internationales*, sous la direction de Stéphane Paquin et Dany Deschênes, Edition Chenelière, Canada, 2009.
- Balta Paul, *Iran et Irak, une Guerre de 5000 ans*, Editions anthropos, Paris, 1987.
- Blix Hans, *Irak, Les armes introuvables*, Fayard, 2004.
- Bayramzadeh Kamal, « La politique étrangère de l'Iran dans le nouveau contexte régional », In *Les Cahiers de l'Orient*, N°86, Juin 2007.
- Géré François, *Iran, l'état de crise*, Karthala, 2010.
- Girard Renaud, « L'Iran à l'heure du choix sur le nucléaire », *Le Figaro*, 21.05.2010.
- Haghighat Chapour, *Iran et la révolution islamique*, Complexe, 1989.
- Hourcad Bernard, *Géopolitique de l'Iran*, Armand Colin, 2010.
- Lafourcad Fanny, *Le chaos irakien*, la découverte, 2007.
- Jafari Valdani Asghar, *Barrasi tarikie ektelafate marzje Iran va Arag*, (Etudes historiques des contentieux frontaliers entre l'Iran et de l'Irak), Téhéran, 1987.
- Luizard Pierre-Jean, *La question irakienne*, Fayard, 2004.
- Mahdavi Abdol-Reza, *Siasate kharegje Iran dar dorane Pahlavi*, (Politique étrangère de l'Iran pendant la dynastie Pahlavi), Edition Paykan presse, Iran, 2005.
- Makinsky Michel, « L'Iran et son environnement régional après les présidentielles de juin 2009 », In *Maghreb-Machrek*, N°201, 2009.
- Nasr Valie, « *When the Shiites Rise* », *Foreign Affairs*, vol 85, N°4, Juillet-Août 2006.
- Petiteville Franck, *Le multilatéralisme*, Lextenso editions, 2009.
- Pelletier Trepheh, *The Iran-Irak War*, Prager, 1992.
- Roy Olivier, « L'impact de la Révolution iranienne au Moyen-Orient » in *Les mondes chiïtes et l'Iran*, sous la direction de Sabrina Mervin, Karthala, 2007.
- Schrech Adam, « Trade with Iran brings Iraq money it sorely needs », *International Herald Tribune*, 18.06.2010.
- Zorgbibe Charles, *Histoire des relations internationales*, Paris, Pluriel, 1995.

Sites internet

- Al-Arabiya*, 23.10.2008, Hassan Hachemian, *Tavafoghe amniatie, grobaye araghi va siasate Iran* (Accord sécuritaire, les groupes irakiens et la politique de l'Iran).
- Gooya News*, 26.05.2010, Hassan Danaifar, *Afzæche saderate ghaire nafti Iran be Irak*, (l'augmentation de l'exportation non-pétrolière de l'Iran à l'Irak).